

# **Rapport de monitoring 2021/2022 du Plan d'action national de lutte contre la radicalisation et l'extrémisme violent**

**Juin 2023**



Sicherheitsverbund Schweiz  
Réseau national de sécurité  
Rete integrata Svizzera per la sicurezza



<b>1. Contexte</b>	<b>4</b>
<b>2. Méthodologie</b>	<b>6</b>
<b>3. Organe national de coordination (Mesure 16 du PAN)</b>	<b>8</b>
<b>4. Programme d'impulsion national (Mesure 17 du PAN)</b>	<b>12</b>
<b>5. Mise en œuvre du Plan d'action national – état des lieux</b>	<b>14</b>
<b>6. Bilan</b>	<b>18</b>
<b>7. Annexes</b>	<b>20</b>
7.1 Aperçu des projets et programmes mis en œuvre dans le cadre du Plan d'action national de lutte contre la radicalisation et l'extrémisme violent (PAN)	21
7.2 Enquête sur la mise en œuvre du Plan d'action national de lutte contre la radicalisation et l'extrémisme violent – formulaire	42

# 1. Contexte

La prévention de la radicalisation fait partie intégrante de la stratégie de la Suisse pour la lutte antiterroriste du 18 septembre 2015<sup>1</sup>. C'est dans ce contexte que le Plan d'action national de lutte contre la radicalisation et l'extrémisme violent (PAN)<sup>2</sup>, élaboré sous la conduite du délégué du Réseau national de sécurité (RNS), a été adopté à l'unanimité le 24 novembre 2017 par les présidences de la Conférence des directrices et directeurs des départements cantonaux de justice et police (CCDJP), de la Conférence des directrices et directeurs cantonaux de l'instruction publique (CDIP) et de la Conférence des directrices et directeurs cantonaux des affaires sociales (CDAS), par l'Union des villes suisses et par l'Association des communes suisses. Le Conseil fédéral a pris acte du PAN en décembre 2017 et décidé alors de soutenir le programme d'impulsion. Au total, 26 mesures ont été définies dans les cinq domaines d'action suivants : connaissances et expertise ; collaboration et coordination ; lutte contre les idéologies et les groupements extrémistes ; désengagement et réintégration ; collaboration internationale. Le PAN concerne toutes les formes de radicalisation et d'extrémisme violent. La mise en œuvre de ces mesures relève en grande partie de la compétence des autorités locales et de la société civile. Elle est suivie par l'organe national de coordination<sup>3</sup>, le groupe d'accompagnement stratégique<sup>4</sup> et l'organe politique de surveillance<sup>5</sup>.

Le PAN prévoit qu'il soit évalué par une entreprise externe avant son échéance fin 2022. Au terme d'un appel d'offre, le bureau Ecoplan AG s'est vu confier le mandat d'évaluer les effets du PAN et de ses 26 mesures et d'identifier les potentiels d'amélioration. Les travaux ont commencé en mai 2021 et se sont achevés par la publication du rapport d'évaluation<sup>6</sup> en novembre 2021. Dans l'ensemble, un bilan positif du PAN a été tiré et les résultats ont montré qu'il est pertinent et important de poursuivre le travail de prévention. À cet égard, les échelons politiques fédéral, cantonal et communal ont décidé que le travail de prévention doit être poursuivi. Un nouveau PAN a donc été élaboré et adopté par les représentantes et représentants de tous les niveaux de l'Etat en novembre 2022.

Le but de ce rapport est de présenter l'état de la mise en œuvre des mesures du PAN et d'y recenser les projets implémentés dans ce cadre en 2021 et 2022<sup>7</sup>.

---

1 Conseil fédéral (2015). Stratégie de la Suisse pour la lutte antiterroriste, disponible sur [FF 2015 6843 \(admin.ch\)](#)

2 Réseau national de sécurité (2017). *Plan d'action national de lutte contre la radicalisation et l'extrémisme violent*, disponible sur [Plan d'action national \(admin.ch\)](#)

3 L'organe national de coordination est établi au sein du RNS.

4 Le groupe d'accompagnement stratégique est composé de représentantes et représentants de la Confédération, des cantons, des communes et des villes.

5 L'organe politique de surveillance est composé des représentantes et représentants du Département fédéral de justice et police, de la Conférence des directrices et directeurs des départements cantonaux de justice et police, de la Conférence des directrices et directeurs cantonaux de l'instruction publique, de la Conférence des directrices et directeurs cantonaux des affaires sociales, de l'association des communes suisses et de l'Union des villes suisses.

6 Ecoplan AG (2021). *Rapport final de l'évaluation du Plan d'action national de lutte contre la radicalisation et l'extrémisme violent* du 4 novembre 2021, disponible sur [Rapport d'évaluation \(admin.ch\)](#)

7 Les projets co-financés dans le cadre du programme d'impulsion en 2022 et mis en œuvre en 2023 se trouvent sur le site internet du Réseau national de sécurité ([Programme de financement \(admin.ch\)](#))

## 2. Méthodologie

Ce troisième rapport de monitoring de la mise en œuvre du PAN se base sur les données récoltées au moyen du formulaire figurant en annexe (cf. chapitre 7.2) dans le cadre d'une enquête menée auprès des partenaires principaux du RNS. Parmi ces derniers, il sied de citer, entre autres, les offices fédéraux compétents, les services cantonaux et communaux spécialisés dans la prévention de la radicalisation et de l'extrémisme violent, les villes, une cinquantaine de communes qui comptent le nombre le plus élevé d'habitants en Suisse ainsi que des universités et organisations de la société civile. À celles-ci s'ajoutent les informations disponibles en open source. Le rapport de monitoring ne couvre que les années 2021 et 2022. Par conséquent, y figurent les projets mis en œuvre en 2021 et/ou 2022, mais également les projets ayant été mis en œuvre antérieurement et qui sont toujours en cours de réalisation ou dont le produit final ou la prestation est encore disponible.

# **3. Organe national de coordination (Mesure 16 du PAN)**



Les activités de l'organe national de coordination sont définies par la mesure 16 du PAN.

### Transfert de connaissances et d'expériences

L'organe national de coordination est compétent pour le transfert de connaissances et d'expériences sur la thématique de la radicalisation et de l'extrémisme violent. Il met régulièrement à jour le document à l'intention de la population qui contient les informations sur la radicalisation et l'extrémisme violent, ainsi que la liste des structures cantonales et communales spécialisées, lesquelles sont publiées sur le site internet du RNS<sup>8</sup>. En cas de questions ou de soupçons de radicalisation, la population peut s'adresser à ces structures, qui offrent des informations ou un soutien en matière de prévention de la violence, de l'extrémisme et de la radicalisation. Le site de la Confédération ch.ch consacre également une page à ce sujet. En outre, l'organe national de coordination aiguisé sa connaissance de la thématique en participant à des conférences internationales, en échangeant avec les partenaires nationaux et internationaux ou encore grâce aux lectures scientifiques.

Le transfert de connaissance est également assuré par l'organisation de différents événements. Après deux colloques organisés dans le cadre de la mise en œuvre du PAN par l'organe national de coordination en 2018 et 2020, la troisième édition a eu lieu le 23 novembre 2022. Cet événement était destiné en particulier aux spécialistes des services communaux et cantonaux ainsi qu'aux autorités fédérales, cantonales et communales compétentes et aux organisations de la société civile dont le personnel peut être confronté à des cas de radicalisation. Plus d'une centaine de participantes et participants ont pu suivre les différentes présentations et workshops qui ont porté principalement sur la prévention de l'extrémisme violent chez les jeunes et sur le rôle d'Internet et des médias sociaux dans le processus de radicalisation. La veille de l'évènement, l'organe national de coordination a convié les services cantonaux et communaux spécialisés dans la prévention de la radicalisation et l'extrémisme violent à un évènement de réseautage ayant pour objectif l'échange d'expérience et de bonnes pratiques.

### Contacts internationaux

Dans le cadre de la mise en œuvre du PAN, un contact permanent et étroit est établi entre l'organe de coordination et le Département fédéral des Affaires étrangères (DFAE), en particulier les divisions « Sécurité globale » et « Droit de l'homme et lutte internationale contre le terrorisme ». En outre, l'organe de coordination a participé à différentes conférences d'organismes internationaux qui ont permis la mise en réseau et l'échange de bonnes pratiques.

### Monitoring relatif à la mise en œuvre des mesures

L'organe national de coordination est chargé du monitoring des mesures du PAN.

### Programme d'impulsion national

L'organe national de coordination se charge de la mise en œuvre du programme d'impulsion national, détaillé au chapitre 4 de ce rapport. Il réceptionne les demandes d'aide financière, vérifie leur contenu et émet des recommandations à l'attention du groupe d'accompagnement stratégique et de l'organe de surveillance politique. L'Office fédéral de la police (fedpol) décide en dernière instance de leur financement.

### Évaluation et développement futur du PAN

L'organe national de coordination a accompagné Ecoplan AG dans le processus d'évaluation de l'effet du PAN et de ses mesures mais en a également fait l'objet. L'évaluation a montré que, comme prévu par le PAN, l'organe national de coordination du RNS a assumé un large éventail de tâches. En intervenant comme interlocuteur principal, l'organe national a contribué de manière positive à la mise en œuvre du PAN.

Le deuxième PAN de lutte contre la radicalisation a été élaboré sous la direction du RNS en collaboration avec les autorités de tous les échelons étatiques ainsi que des expertes et experts issus du milieu scientifique et de la société civile. Le nouveau PAN est entré en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2023 et sera mis en œuvre dans un délai de cinq ans.

<sup>8</sup> Les deux documents sont disponibles sur le site internet du Réseau national de sécurité, [Prévention de la radicalisation et de l'extrémisme violent \(admin.ch\)](#)

### Autres activités

Depuis l'adoption du PAN, l'organe national de coordination s'est rapidement profilé comme point de contact national central. À ce titre, il a été largement consulté en ce qui concerne les interventions parlementaires et a également été sollicité par les médias sur la même thématique. Le RNS est également représenté depuis 2022 dans le «Groupe de travail Lutte contre le terrorisme – Conseil de sécurité de l'ONU» expressément constitué dans le cadre de la nomination de la Suisse en qualité de membre non-permanent au Conseil du sécurité de l'ONU. Il est ainsi régulièrement informé des activités de la Suisse, respectivement du DFAE, à Berne et à New-York et est consulté dans ce cadre.



# 4. Programme d'impulsion national (Mesure 17 du PAN)



# **5. Mise en œuvre du Plan d'action national – état des lieux**

### Connaissance et expertise (mesures 1–9)

Les universités suisses ont grandement participé à la mise en œuvre des mesures du premier champ d'action « Connaissance et expertise ». L'Université de Lucerne (Zentrum Religionsforschung) a finalisé son projet de recherche de plusieurs années intitulé « Salafiyya in der Deutschschweiz. Ergebnisse aus der Feldforschung », dont le rapport a été publié en février 2023, contribuant ainsi à la mise en œuvre de la **mesure 1** (Lancement de projets de recherches et d'études sur la radicalisation et l'extrémisme violent en Suisse). Le Centre Suisse Islam et Société (CSIS) de l'Université de Fribourg s'est penché sur les pratiques en termes d'enseignement religieux islamique en Suisse et en a dressé un état des lieux dans un rapport paru en mars 2023.

Les universités et hautes écoles suisses offrent différentes formations pour les professionnels (**mesure 2**) portant sur la thématique de la radicalisation et de l'extrémisme violent. Le CSIS de l'Université de Fribourg a proposé pour la deuxième fois un certificat de formation continue sur la prévention des extrémismes violents, sous forme de CAS. Une troisième volée est prévue en 2023.

Pour la première fois, le canton de Zurich a organisé en collaboration avec le CSIS et VIOZ une formation continue pour les personnes qui jouent un rôle central dans la communauté musulmane, entre autres les imams et le personnel travaillant dans les domaines tels que l'éducation, le conseil et l'encadrement religieux, contribuant ainsi à la mise en œuvre de la **mesure 3** (Formation et perfectionnement professionnel de personnes accompagnantes dans un contexte religieux). La première volée s'est achevée le 14 septembre 2022 avec la certification de 19 participants, dont 5 femmes. Le CSIS a également proposé son CAS « Pratiquer l'aumônerie musulmane dans les institutions publiques » en 2020–2021 puis en 2022, destiné aux personnes accompagnantes dans les différentes institutions publiques, dont les Centres fédéraux pour requérant(e)s d'asile, dans lesquels le Secrétariat d'État aux migrations (SEM) a par ailleurs instauré définitivement l'aumônerie musulmane dès le 1<sup>er</sup> janvier 2023.

En élaborant un module de formation E-Learning « Sécurité intérieure », le SEM contribue à la mise en œuvre de la **mesure 4** (Formation du personnel en charge des requérants d'asile dans les centres fédéraux et cantonaux). Le module de formation E-learning élaboré

par le SEM est obligatoire pour son personnel depuis le 1<sup>er</sup> février 2021.

Le canton du Tessin participe activement à la sensibilisation et formation de personnes clés (**mesure 5**). La formation mise en place par la police cantonale tessinoise a permis à 928 de ses membres ainsi qu'à ceux des polices municipales d'être sensibilisés à la thématique. Les cadres de la protection civile du canton du Tessin, au total 26 personnes, ont également suivi deux journées de sensibilisation en mai 2022. En outre, le canton du Tessin est actuellement en cours d'élaboration d'une cartographie de la diversité religieuse de son canton, en collaboration avec le Centre intercantonal d'information sur les croyances (CIC), contribuant ainsi à la mise en œuvre de la **mesure 6** (Informations sur les questions religieuses).

En soutien à la mise en œuvre de la **mesure 7** (Utilisation des instruments de détection précoce), la police cantonale de Zurich a élaboré un guide constituant une aide pour le personnel du domaine social travaillant auprès des jeunes ou dans un contexte scolaire. Il les aide à trouver un moyen simple d'entamer un entretien avec des jeunes potentiellement dangereux et contient des indications sur la manière de reconnaître des idées extrémistes, des recommandations sur la conduite de l'entretien et des exemples d'objectifs d'entretien et de questions concrètes. Sur le récent site internet « [www.contre-la-radicalisation.ch](http://www.contre-la-radicalisation.ch) » élaboré et mis en ligne par la Conférence des directrices et directeurs cantonaux des affaires sociales (CDAS), en collaboration avec la CSIAS et de l'Union des villes suisses, une « Liste des signes à considérer comme inquiétants en lien avec les processus d'adhésion et de radicalisation (pour toutes les formes d'extrémisme) » est mise à disposition des assistantes et assistants sociaux des services sociaux et aux professionnels travaillant avec des adolescentes, adolescents et jeunes adultes.

La **mesure 8** (Renforcement des instruments d'évaluation et de gestion des risques dans l'exécution des sanctions pénales) n'a pas connu de développement substantiel durant la période couverte.

L'élaboration et mise à disposition de matériel pédagogique pour utilisation en et hors contexte scolaire (**mesure 9**) est assurée majoritairement par les cantons dans le cadre de leur plan d'étude respectif et également par des organisations non-étatiques. Sa mise en œuvre n'a toutefois été que partielle. Le dévelop-

pement d'instruments visant à promouvoir la pensée critique et leur utilisation dans le contexte scolaire et dans la formation professionnelle restent importants pour la prévention dans le futur et s'inscrivent donc dans un des principes centraux du nouveau PAN.

### Collaboration et coordination (mesures 10–17)

Les structures spécialisées et de conseils en matière de lutte contre la radicalisation et l'extrémisme violent (**mesure 10**) se sont développées ces dernières années. Le manuel élaboré en mai 2022 par les services spécialisés des cantons de Bâle-Ville et Genève ainsi que des villes de Berne et Winterthour donne un aperçu des activités des services spécialisés et fournit une aide à la création d'autres services spécialisés. Depuis août 2022, le canton de Bâle-Campagne met en place son service spécialisé, rattaché à la police cantonale. Les responsables des services spécialisés cantonaux et communaux ont eu l'occasion de se rencontrer lors d'événements organisés par les services spécialisés de la ville de Berne et de la police cantonale de Zurich ainsi que par l'organe national de coordination, respectivement en septembre et novembre 2022.

Des collaborations institutionnalisées entre l'État, les associations de migrants, de sports de jeunes et de femmes, professionnels, œuvres d'entraide et organisations actives dans le domaine religieux (**mesure 11**) sont en place en Suisse, y compris dans le cadre du projet du canton de Soleure appelé « État et religion », qui formalise la collaboration entre l'état et les communautés religieuses dans le cadre de la constitution d'un service de coordination pour les questions religieuses. Le dialogue entre communautés religieuses reconnues et autres organisations religieuses (**mesure 12**) est notamment encouragé par Okaj Zürich, association faitière du canton de Zurich pour la promotion des jeunes et des enfants, qui organise des réunions d'échange sur la religion, la foi et la spiritualité dans le travail avec les jeunes.

La police cantonale des Grisons a intensifié son travail de mise en réseau (**mesure 13**) dans les centres d'asile et les établissements pénitentiaires, où elle s'est attelée à des activités de clarification et d'information afin de

prévenir et de lutter contre la radicalisation et l'extrémisme violent. Le réseautage ainsi que l'établissement de bonnes relations de confiance est primordiale pour les polices cantonales et municipales afin de favoriser certaines tâches comme l'échange autour de problèmes de sécurité. Le modèle « Brückenbauer »<sup>11</sup> est implanté dans un grand nombre de polices en Suisse. Le service Brückenbauer de la police municipale de Zurich, qui existe déjà depuis 2016, s'est d'ailleurs vu alloué début 2021 0.4 ETP supplémentaires. Le concept de gestion des menaces (**mesure 14**) est également répandu au sein de nombreuses polices cantonales et municipales en Suisse. Actuellement, la police cantonale des Grisons est en phase d'implémentation de sa gestion des menaces. En outre, la police cantonale neuchâteloise développe un logiciel permettant la gestion des menaces par les différents corps de police Suisse. Celui-ci devrait être disponible dans le courant de l'année.

Depuis le 1<sup>er</sup> juin 2022, les mesures de la loi fédérale sur les mesures policières de lutte contre le terrorisme (MPT) sont en vigueur. Grâce à ces nouvelles dispositions, la police peut agir plus tôt et à titre préventif lorsqu'il existe des indices concrets et actuels qu'une personne représente une menace terroriste. À la demande d'un canton, du SRC ou d'une commune, fedpol peut obliger un terroriste potentiel à participer à des entretiens et à se présenter régulièrement auprès de la police. L'autorité qui a déposé la demande, celle qui a pris la décision et celle qui est chargée de l'exécution doivent traiter des données personnelles sensibles. Elles s'appuient pour cela sur l'art. 23<sup>h</sup> de la loi fédérale du 21 mars 1997 instituant des mesures visant au maintien de la sûreté intérieure (LMSI)<sup>12</sup>, qui régit l'échange d'informations entre différentes autorités (**mesure 15**)<sup>13</sup>.

### Lutte contre les idéologies et les groupements extrémistes (mesures 18–20)

Dans de nombreux cantons, il existe actuellement un riche éventail d'offres proposées par des acteurs étatiques ou non étatiques et destinées à promouvoir la citoyenneté, renforcer la démocratie et prévenir les discriminations (**mesure 18**). Elles se présentent par exemple sous forme de workshops dans les classes ou de séances de cinéma suivies de débats sur le su-

11 En français : « Constructeur de passerelles »

12 Loi fédérale instituant des mesures visant au maintien de la sûreté intérieure du 21 mars 1997, disponible sur [RS 120](#)

13 Voir explications dans le Message concernant la loi fédérale sur les mesures policières de lutte contre le terrorisme du 22 mai 2019, disponible sur [FF 2019 4541](#)



jet. La **mesure 19** consiste à proposer aux enfants et aux jeunes dont la sécurité ou le développement est ou peut être considéré comme compromis des prestations de conseil ou de soutien volontaires. Le site internet « [www.contre-la-radicalisation.ch](http://www.contre-la-radicalisation.ch) » oriente les assistantes et assistants sociaux et les professionnels travaillant avec des jeunes et jeunes adultes s'ils soupçonnent qu'une personne montre des signes de radicalisation, il indique où ils peuvent s'adresser pour obtenir des conseils sur la problématique et liste les projets de prévention qui ont pour public cible des adolescentes, adolescents et jeunes adultes.

La mesure portant sur l'empêchement de la radicalisation en particulier via Internet par des contre-discours et des discours alternatifs (**mesure 20**) a principalement été promue par la mise en œuvre de projets soutenus par l'Office fédéral des assurances sociales. Considérant que la promotion des compétences numériques restera également centrale à l'avenir, un accent particulier sera mis sur cet aspect de la prévention dans le cadre du nouveau PAN.

#### Désengagement et réintégration (mesures 21–24)

Le catalogue référentiel de mesures pour favoriser le désengagement en matière de radicalisation et la réintégration dans la société (**mesure 21**) a été élaboré en 2020 par le pool d'experts constitué dans le cadre de la **mesure 24**. Le catalogue est un document de base dont les organes responsables doivent déduire des mesures concrètes. Lorsque les mesures sociales, d'intégration ou thérapeutiques ou les mesures de prévention générale des risques ne suffisent pas (principe de subsidiarité, cf. art. 23f LMSI), celles-ci peuvent être complétées grâce à l'entrée en vigueur de la MPT et du catalogue de mesures inscrit dans la LMSI (art. 23k à 23q LMSI).

Le rapport d'évaluation d'Ecoplan AG a en outre révélé en novembre 2021 que la **mesure 22**, qui prévoit que chaque canton désigne une autorité compétente à même de proposer des mesures de réintégration sur une base volontaire, n'avait pas encore été mise en œuvre jusqu'alors. Elle révélait entre autres que les ressources nécessaires pour appliquer cette mesure ne sont pas disponibles et que la responsabilité de la mise en œuvre n'est pas toujours claire. En raison de la nécessité persistante d'agir, les mesures de réinté-

gration et la désignation des services compétents en la matière figurent également dans le nouveau PAN.

En ce qui concerne la **mesure 23**, qui prévoit l'élaboration d'un modèle de protocole opérationnel permettant de soutenir les professionnels dans l'accompagnement des familles et des proches de personnes radicalisées, la police cantonale zurichoise a élaboré un tel document. En outre, la ville de Berne, en collaboration avec la police cantonale, met en place un programme de mentoring pour les personnes radicalisées et celles jugées dangereuses. L'objectif est que ces personnes soient accompagnées dès 2023 par un mentor, en faisant appel à un réseau d'aide constitué à cet effet.

#### Collaboration internationale (mesures 25–26)

Dans le cadre de la **mesure 25**, la Suisse a participé à différentes conférences internationales et formations permettant l'échange d'information et d'expériences en 2021 et 2022. En présence également du Département fédéral des affaires étrangères (DFAE), un échange entre l'organe national de coordination et l'Organisation Internationale pour les Migrations en Irak a eu lieu afin de partager les expériences en termes de mesures mises en place par les autorités en matière de prévention de la radicalisation et l'extrémisme violent.

Le DFAE a continué son engagement dans les forums multilatéraux (ONU, GCTF, etc) ainsi qu'auprès de divers partenaires en particulier en Afrique de l'ouest et centrale en faveur de la prévention et la lutte contre la radicalisation et l'extrémisme violent, sur la base du PAN (**mesure 26**) et de la stratégie de politique extérieure 2020–2023, ainsi que du Plan d'action de politique étrangère pour la prévention de l'extrémisme violent du DFAE (2016).

La Suisse a été élue par l'Assemblée générale de l'ONU au Conseil de sécurité de l'ONU le 9 juin 2022. Le mandat en tant que membre non permanent pour les années 2023/2024 poursuit l'engagement suisse au sein de l'ONU et dans le monde en faveur de la paix et de la sécurité. La Suisse s'attache, dans le cadre de son action prioritaire pour la sécurité climatique<sup>14</sup> notamment, à établir des connexions avec d'autres objectifs importants de la politique étrangère de la Suisse, comme la protection contre l'extrémisme violent.

# 6. Bilan

La mise en œuvre du PAN s'est poursuivie à un rythme soutenu ces deux dernières années, à l'instar des premières années d'implémentation. De nombreux projets et programmes qui ont pour objectif la prévention de toute forme de radicalisation et de l'extrémisme violent et contribuant à l'implémentation des mesures du PAN dans divers domaines ont été introduits ou consolidés par différents acteurs étatiques et de la société civile entre 2021 et 2022. Le programme de financement de la Confédération a donné une impulsion importante à l'implémentation de ces projets. Uniquement dans ce cadre et durant toute la période de mise en œuvre du PAN, plus d'une soixantaine de projets ont bénéficié des moyens financiers à disposition. De ce fait, le Conseil fédéral réitère son soutien dans la mise en œuvre des mesures du second PAN par un nouveau programme de financement limité à cinq ans. Il a approuvé la prolongation de l'ordonnance contre la radicalisation et l'extrémisme violent lors de sa séance du 19 avril 2023 et alloué un crédit d'un montant total de 3,75 millions de francs à ce nouveau programme de financement. Jusqu'en 2028, ce crédit sera investi dans des projets soutenant la mise en œuvre des mesures prévues par le second PAN.

D'une manière générale, on peut affirmer qu'à l'échéance du premier PAN, sa mise en œuvre n'est pas complète. Certains champs d'action, respectivement leurs mesures, ont largement été mises en œuvre. En revanche, d'autres n'ont pas connu de développement particulier. Ce constat rejoint celui de l'évaluation effectuée en novembre 2021. En adoptant le deuxième PAN, les représentantes et représentants du niveau politique ont manifesté leur volonté de poursuivre le travail de prévention. Le nouveau PAN, en vigueur depuis le 1er janvier 2023, comprend des mesures spécifiques dans les domaines où des lacunes ont été constatées. À celles-ci s'ajoutent des nouvelles mesures, dans les domaines où les acteurs opérationnels de la prévention de la radicalisation et de l'extrémisme violent ont identifié un besoin.

L'organe national de coordination assurera dans un délai de cinq ans des tâches essentielles au succès à long terme du PAN, telles que le transfert de savoir et le partage de bonnes pratiques, et voit son rôle ainsi renforcé. Il est par ailleurs responsable de la mise en œuvre de plusieurs mesures du nouveau PAN et en assurera le monitoring. En soutien, 0,7 ETP supplémentaire a été alloué à cette structure, co-financé par le DDPS, le DFJP et le DFI.

# 7. Annexes

## 7.1 Aperçu des projets et programmes mis en œuvre dans le cadre du Plan d'action national de lutte contre la radicalisation et l'extrémisme violent (PAN)

Instrument/projet	Prestataire	Bénéficiaires
<b>Connaissances et expertise</b>		
<b>M 1: Lancement de projets de recherches et d'études sur la radicalisation et l'extrémisme violent en Suisse</b>		
Étude <a href="#">« Verbreitung extremistischer Einstellungen und Verhaltensweisen unter Jugendlichen in der Schweiz »</a> (novembre 2018)	Zürcher Hochschule für Angewandte Wissenschaften (Soziale Arbeit) (ZHAW) et Haute École de Travail Social Fribourg	
Étude <a href="#">« Rolle islamischer Betreuungspersonen und muslimischer Gemeinschaften bei der Prävention islamistischer Radikalisierung unter besonderer Berücksichtigung der Aus- und Weiterbildung von Imamen in der Schweiz »</a>	ZHAW (mandat attribué par l'OFJ en avril 2019)	
<a href="#">Aktualisierte Bestandesaufnahme und Entwicklungen dschihadistischer Radikalisierung in der Schweiz – Aufdatierung einer explorativen Studie zu Prävention und Intervention</a> (juin 2019)	ZHAW	
Étude <a href="#">« Einflussfaktoren extremistischer Einstellungen unter Jugendlichen in der Schweiz »</a> (novembre 2019)	ZHAW	
Forschung und Lehre zu Radikalisierung / Extremismus	FHS Saint-Gall – Hochschule für Angewandte Wissenschaften	Etudiant-e-s (travail social)
Étude <a href="#">« Itinéraires de formation des imams en Suisse »</a> (Décembre 2019)	Centre Suisse Islam et Société (CSIS), Université de Fribourg	
<a href="#">« L'aumônerie dans les institutions publiques: Positionnements institutionnels, collaborations interreligieuses et enjeux de la profession »</a> (2021)	CSIS, Université de Fribourg	

Instrument/projet	Prestataire	Bénéficiaires
Recherche <a href="#">« Salafiyya in der Deutschschweiz. Ergebnisse aus der Feldforschung »</a> (2023)	Zentrum Religionsforschung, Université de Lucerne	
Rapport de recherche <a href="#">« Diversité religieuse, perspectives interreligieuses et enseignement religieux islamique en Suisse : Etat des lieux et marges de manœuvre »</a> (2023)	CSIS, Université de Fribourg	
<b>M 2 : Offres de formation et de perfectionnement pour professionnels</b>		
Formation continue <a href="#">« Radicalisation en milieu pénitentiaire : profils, processus et mécanismes de gestion »</a>	Centre suisse de compétences en matière d'exécution des sanctions pénales (CSCSP)	Personnel des établissements de privation de liberté, des autorités de probation, de placement et d'exécution
<a href="#">11. Schweizer Fachtagung zu Erscheinungsformen von Jugendgewalt Hintergründe und Präventionsmöglichkeiten (2021)</a>	Centre suisse en matière de violence (SIFG)	
Séminaire de formation continue <a href="#">« Islam, Jihad und Jugendliche Präventionsansätze gegen Radikalisierungsprozesse »</a> (6 octobre 2020)  <a href="#">CAS – Prévenir les extrémismes. Idéologies, religions, violence(s)</a>  <a href="#">Ateliers de formations « Les organisations musulmanes comme actrice sociale. Diversité et participation » (OMAS 3)</a>	CSIS	Etudiant-e-s et personnes spécialisées dans le travail avec les jeunes, le travail social, des domaines de la sécurité, de la formation etc.
Sensibilisation, formation et mise à disposition de matériel d'instruction	<a href="#">Service spécialisé Extrémisme dans l'armée (S spéc EX A)</a>	Cadres de l'armée et personnel du Département fédéral de la défense, de la protection de la population et du sport (DDPS)
Cours <a href="#">« Radikalisierung und Extremismus »</a> (à partir de 2023)	Institut Suisse de police (ISP)	Corps de police

Instrument/projet	Prestataire	Bénéficiaires
Weiterbildungskurs : Strategien und Projekte gegen Radikalisierung (Module du <a href="#">CAS en prévention de la criminalité</a> )	ZHAW	Professionnels y compris du corps enseignant, travailleurs sociaux, etc
Formation de base et spécialisée	Police cantonale, Tessin	Police cantonale et municipale, Tessin
Formation des cadres de la protection civile du canton du Tessin (23–24 mai 2022)	Protection civile du canton Tessin	Cadres de la protection civile
<b>M 3 : Formation et perfectionnement professionnel de personnes accompagnantes dans un contexte religieux</b>		
Formations continue « <a href="#">Zürich-Kompetenz</a> »	Canton de Zürich, en collaboration avec le CSIS et VIOZ	Imams et personnes musulmanes encadrantes
<a href="#">CAS « Pratiquer l'accompagnement spirituel musulman dans les institutions publiques »</a>	CSIS	Imams et personnes musulmanes encadrantes des institutions publiques
Colloque <a href="#">« Accompagnement spirituel musulman dans le contexte interreligieux et séculier »</a>	Universités de Fribourg, Lausanne et Zurich	
<a href="#">Formation continue « Imame als Akteure in Gemeinde und Gesellschaft Herausforderungen, Rollen, Perspektiven » dans le cadre du projet OMAS</a>	CSIS	Imams et personnes musulmanes encadrantes
<a href="#">CAS « Religious Care in Migration Contexts »</a>	Université de Berne	Membres de diverses communautés religieuses chargés de tâches d'accompagnement religieux
<b>M 4 : Formation du personnel en charge des requérants d'asile dans les centres fédéraux et cantonaux</b>		
Élaboration du module de formation E-Learning « Sécurité intérieure »	SEM	Personnel du SEM (obligatoire) et personnel des organisations partenaires du SEM, actives dans le domaine de la migration

Instrument/projet	Prestataire	Bénéficiaires
<b>M 5 : Sensibilisation et formation de personnes clés</b>		
Projet <a href="#">Unschlagbar</a> (« imbattable »)	Office de la ville de Zurich pour la prévention de la violence (Fachstelle für Gewaltprävention der Stadt Zürich)	Associations de sport et de loisirs
<a href="#">Projet BÄRESTARCH</a>	Fachstelle Gewaltprävention der Stadt Bern (service spécialisé de prévention de la radicalisation et de la violence de la ville de Berne)	Personnel des associations et clubs sportifs, jeunes, parents, personnes spécialisées
<a href="#">KIT-forum</a>	Département de la santé et promotion de la santé, canton de Bâle-Campagne	Personnes spécialisées
Formations à la prévention de la radicalisation des fans de football et mise en place d'un réseau entre professionnels	Okaj Zürich (association faitière du canton de Zurich pour la promotion des jeunes et des enfants)	Animateurtrices de jeunesse, animateurtrices dans le domaine du sport, personnel des administrations, travailleurs sociaux des écoles
<a href="#">Guide sur les procédures à suivre dans les écoles</a>	Schulpsychologischer Dienst, Canton de Saint-Gall	Écoles et personnel enseignant
Fiche d'information <a href="#">« Präventionsmassnahmen zur Verhinderung von Radikalisierung »</a> (janvier 2018)	Département de la formation, de la culture et du sport, canton d'Argovie	Directions des écoles, personnel enseignant, référent-e-s, personnel soignant, parents
Fiche d'information <a href="#">« Präventionsmassnahmen zur Verhinderung von Radikalisierung »</a> (janvier 2018)	Département de la santé et des affaires sociales, canton d'Argovie	Personnes spécialisées dans les domaines asile, migration et social
<a href="#">Guide « Procédure à suivre dans les écoles en cas de soupçon de radicalisation »</a>	Service spécialisé de prévention de la radicalisation et de la violence de la ville de Berne	Écoles
<a href="#">Guide « Procédure à suivre en cas de soupçon de radicalisation »</a>	Service spécialisé de prévention de la radicalisation et de la violence de la ville de Berne	



Instrument/projet	Prestataire	Bénéficiaires
Site internet <a href="http://www.contre-la-radicalisation.ch">www.contre-la-radicalisation.ch</a> (informations et des outils pour les professionnels travaillant avec des adolescents et des jeunes adultes)	Conférence des directrices et directeurs cantonaux des affaires sociales CDAS, Conférence suisse des institutions d'action sociale CSIAS et Union des villes suisses	Responsables cantonaux de l'action sociale, responsables cantonaux de la politique de l'enfance et de la jeunesse, assistant-e-s sociaux des services sociaux, professionnelle-s travaillant avec des jeunes et des jeunes adultes
Brochure « <a href="#">A chi mi rivolgo</a> ? » (« A qui dois-je m'adresser ? »)	Canton du Tessin (Ufficio del sostegno a enti e attività per le famiglie e i giovani UFaG), Associazione Sport-ForPeace, Cool and Clean, Radix Svizzera italiana, Zonaprotetta	Fédérations et associations sportives, personnes clés d'associations de sport et de loisirs
Brochure et Flyer « <a href="#">Radicalizzazione Come gestire persone e gruppi estremisti e radicalizzati</a> »	Plateforme pour la prévention de la radicalisation et de l'extrémisme violent, Canton du Tessin (Piattaforma di prevenzione della radicalizzazione e dell'estremismo violento)	
Support pédagogique « <a href="#">Inclusion et diversité dans les organisations de jeunesse</a> »	Conseil suisse des activités de jeunesse (CSA)	Organisations de jeunes
Projet « Prävention von Radikalisierung und Extremismus in Nidau »	Integrationsfachstelle (service de l'intégration), Nidau	Personnes clés mais également population, communautés religieuses, etc
Plateforme d'intervision supracantonale – en cours de mise en œuvre	Schulpsychologischer Dienst, Canton de Saint-Gall	Spécialistes actifs dans le domaine de la prévention de la radicalisation et l'extrémisme violent au niveau opérationnel
Projet « <a href="#">Infotime</a> » – Service de conseil dispensé dans la langue maternelle	« Trägerverein für die offene Jugendarbeit » de la Ville de Berne, Vereinigung Berner Gemeinwesenarbeit (VBG), reformierte Kirchgemeinden Bümpliz und Bethlehem	Population et personnes-clés
Projet « Prévention en action »	Association Tasamouh, Bienne	Personnes-clés, membres de l'association
The Swiss Safe Games Guide (manuel pour le développement de jeux vidéo exempts de positions extrémistes) – en cours de mise en œuvre	Swiss Game Developers Association (Association des développeurs suisses de jeux vidéo)	Développeurs de jeux vidéo

Instrument/projet	Prestataire	Bénéficiaires
<b>M 6 : Informations sur les questions religieuses</b>		
<a href="#">Service du droit des religions</a> : coordination de la collaboration interne dans la Confédération et point de contact pour les autorités cantonales ainsi que pour les communautés religieuses pour les questions en rapport avec la religion	Office fédéral de la justice	Autorités et représentant-e-s des communautés religieuses, population
Informations sur les questions religieuses	<a href="#">Relinfo</a>	
<a href="#">Plateforme d'information sur les communautés religieuses Inforel</a>	Association Inforel	Population, autorités, enseignant-e-s, personnes intéressées
Informations sur les questions religieuses	<a href="#">InfoSekta</a>	
<a href="#">« Religionsvielfalt im Kanton Luzern »</a> (diversité religieuse dans le canton de Lucerne)	Université de Lucerne	
<a href="#">Cartographie des communautés religieuses et spirituelles du canton de Vaud</a>	<a href="#">Centre intercantonal d'information sur les croyances (CIC)</a>	
<a href="#">Cartographie de la diversité religieuse et spirituelle du canton du Tessin</a> (fin du projet 2023)	<a href="#">Centre intercantonal d'information sur les croyances (CIC)</a>	
<b>M 7 : Utilisation d'instruments de détection précoce</b>		
<a href="#">Screener-Islamismus</a>	Institut de psychologie et de gestion de la menace de Darmstadt (Institut Psychologie & Bedrohungsmanagement Darmstadt (I:P:Bm))	
Réunion hebdomadaire pour la détection précoce des cas de radicalisation	<a href="#">Kinder- und Jugendfachstelle Aaretal</a>	Spécialistes de l'Office de l'enfance et de la jeunesse d'Aaretal (Kinder- und Jugendfachstelle Aaretal)
<a href="#">Guide d'entretien constituant une aide pour le personnel du domaine social travaillant auprès des jeunes ou dans un contexte scolaire</a>	Bureau d'intervention contre la radicalisation/l'extrémisme, police cantonale, Zurich (Interventionsstelle gegen Radikalisierung/Extremismus, Kantonspolizei Zürich)	Personnel du domaine social travaillant auprès des jeunes ou dans un contexte scolaire

Instrument/projet	Prestataire	Bénéficiaires
<a href="#">Liste des signes à considérer comme inquiétants en lien avec les processus d'adhésion et de radicalisation (pour toutes les formes d'extrémisme)</a>	www.contre-la-radicalisation.ch (CDAS, CSIAS, Union des villes suisses)	Professionnels travaillant avec des adolescents et des jeunes adultes
<b>M 8 : Renforcer les instruments d'évaluation et de gestion des risques dans l'exécution des sanctions pénales</b>		
<a href="#">Exécution des sanctions orientée vers les risques (ROS)</a>		Autorités d'exécution des sanctions pénales
Manuel « <a href="#">La sécurité dynamique dans le domaine de la privation de liberté</a> » et outil d'apprentissage en ligne	CSCSP	Employé-e-s ayant des fonctions de direction dans les établissements pénitentiaires, employé-e-s des autorités pénitentiaires cantonales, chercheuses.
Analyse « <a href="#">L'évaluation des risques de radicalisation et d'extrémisme violent en contexte carcéral</a> »	CSCSP	
<b>M 9 : Élaboration et mise à disposition de matériel pédagogique pour utilisation en et hors contexte scolaire</b>		
« <a href="#">Guide du personnel enseignant pour la prévention de l'extrémisme violent</a> »	UNESCO	Personnel enseignant
Manuel scolaire (allemand) : « <a href="#">Integration fördern, Radikalisierung erkennen</a> » (2017)	<i>European Foundation for Democracy</i>	
Cahier sur l'extrémisme « <a href="#">Sichersund!</a> » (septembre 2017)	Service de la santé, service des affaires sociales, service de l'enseignement obligatoire, police cantonale, canton de Saint-Gall	Personnel enseignant de l'école obligatoire
<a href="#">Matériel d'enseignement « Radicalisation et extrémisme »</a>	Service de la santé, service des affaires sociales, service de l'enseignement obligatoire, police cantonale, canton de Saint-Gall	Acteur-trice-s du domaine scolaire ainsi que du domaine du travail avec les enfants et les jeunes
Brochure d'information pour les parents « <a href="#">Parler de radicalisation et d'extrémisme aux enfants</a> »	Bureau d'intervention contre la radicalisation/l'extrémisme, police cantonale, Zurich (Interventionsstelle gegen Radikalisierung/Extremismus, Kantonspolizei Zürich)	Parents, personnes de référence

<b>Instrument/projet</b>	<b>Prestataire</b>	<b>Bénéficiaires</b>
<a href="#">Dossier thématique « Du respect, pas de racisme »</a>	Fondation Education 21	Écoles, tous les cycles
<a href="#">Module d'enseignement « Hate Speech »</a>	<a href="#">Trägerschaft Freelance</a>	Ecoles, enfants en âge de scolarité
<a href="#">Offres de prévention pour les écoles</a> (par ex. sur le thème de l'identité ou des réseaux numériques)	Police cantonale, Bâle-Ville	Écoles du canton de Bâle-Ville
Jeu sérieux (« serious game », outil gamifié) sur l'extrémisme et la radicalité – en cours d'élaboration	Direction de la sécurité et de la justice, État de Fribourg	Elève du secondaire 1 (cycle 3)
Enseignement de la religion musulmane à l'école obligatoire	Service spécialisé pour l'intégration Integres, région Schaffhouse	Elèves de confession musulmane

### **Collaboration et coordination**

#### **Principe**

Plateforme de prévention socio-éducative des radicalisations violentes	Canton de Genève
Groupe opérationnel de prévention de la radicalisation et de l'extrémisme violent	Canton de Vaud
Réseau Contra	Canton de Zurich (police cantonale)
Netzwerk Gewaltprävention	Canton d'Uri
Fachgruppe Extremismus- und Gewaltprävention	Ville de Bienne
Groupe de travail interservices	Ville de Lausanne
Groupe spécialisé « Détection précoce »	Ville de Lucerne
Konzept Rad-Ex (mise en réseau des acteurs pertinents)	Wil
Arbeitsgruppe Prävention und Bekämpfung von Radikalisierung und Extremismus	Union des villes suisses

Instrument/projet	Prestataire	Bénéficiaires
<b>M 10 : Structures spécialisées et de conseils en matière de lutte contre la radicalisation et l'extrémisme violent <sup>15</sup></b>		
<a href="#">Gardez le lien</a> (Dispositif pour la prévention des radicalisations religieuses et politiques violentes)	Bureau de l'intégration des étrangers (BIE) du Canton de Genève	Professionnel-le-s des institutions privées et publiques, particuliers (familles, proches)
<a href="#">Fachstelle Gewaltprävention Stadt Bern</a> (service spécialisé de prévention de la radicalisation et de la violence de la ville de Berne)	Ville de Berne	
<a href="#">Anlaufstelle Radikalisierung</a>	Police cantonale, Bâle-ville	Parents, personnel enseignant
<a href="#">Fachstelle Radikalisierung und Extremismus</a> (en cours de constitution)	Police cantonale, Bâle-campagne	Institutions et autorités cantonales, spécialistes
<a href="#">Fachstelle Extremismus und Gewaltprävention Winterthur</a> (office de l'extrémisme et de la prévention de la violence de la ville de Winterthur)	Winterthur	Population, personnes spécialisées des domaines scolaire, de la formation professionnelle, du travail social
<a href="#">Fachstelle für Gewaltprävention der Stadt Zürich</a> (office de la ville de Zurich pour la prévention de la violence)	Ville de Zurich	
<a href="#">Ansprechstelle Extremismus- und Gewaltprävention</a> (Centre de contact pour la prévention de l'extrémisme et de la violence)	Direktion Soziales und Sicherheit, Bienne	Personnes concernées, Population, administration communale, police cantonale, canton
Structure spécialisée	<a href="#">Institut suisse pour les questions de violence</a> (SIFG)	
Structure spécialisée de prévention et de conseils (consultation, médiation et information) en matière de lutte contre la radicalisation et l'extrémisme violent	<a href="#">Association Tasamouh</a> , Bienne	
<a href="#">Plateforme pour la prévention de la radicalisation et de l'extrémisme violent</a> (Piattaforma di prevenzione della radicalizzazione ed estremismo violento)	Canton du Tessin	Population

<sup>15</sup> La liste des structures cantonales spécialisées et de conseils est publiée sur le [site du RNS](#).

Instrument/projet	Prestataire	Bénéficiaires
<a href="#">Dispositif de prévention de la radicalisation et de l'extrémisme violent</a>	Département de l'environnement et de la sécurité (DES), canton de Vaud	Grand public, professionnel-le-s de l'administration cantonale vaudoise, les établissements scolaires, les communes, le secteur associatif, les communautés religieuses, les familles et personnes concernées
<a href="#">Bureau d'intervention contre la radicalisation/l'extrémisme</a> , (Interventionsstelle gegen Radikalisierung und gewalttätigen Extremismus) Vidéo « <a href="#">Formen des Extremismus einfach erklärt</a> » (allemand)	Police cantonale, Zurich	Différents services, personnes concernées ainsi que personnes spécialisées
<a href="#">Fach- und Beratungsstelle Radikalisierung und Extremismus</a>	Police cantonale, Schaffhouse	Population, autorités, institutions
<a href="#">Structure spécialisée et de conseil en prévention de la radicalisation et de l'extrémisme</a> (Fach- und Anlaufstelle Radikalisierung und Extremismus FAREX)	Kriseninterventionsgruppe des Schulpsychologischen Dienstes, canton de Saint-Gall	Population, jeunes, personnes spécialisées
<a href="#">Anlaufstelle Radikalisierung</a>	Département de la formation et de la culture, canton de Glaris	
<a href="#">Anlaufstelle Radikalisierung</a>	Département de la formation, de la culture et du sport, canton d'Argovie	Parents, entraîneur-euse-s, animateur-trice-s de jeunesse, directeur-trice-s d'établissements, enseignant-e-s
<a href="#">Anlaufstelle Radikalisierung</a>	Département de la santé et des affaires sociales, canton d'Argovie	Personnes spécialisées des domaines de l'asile, de la migration et du social
<a href="#">Service spécialisé Brückenbauer/Radicalisation</a> (Fachstelle Brückenbauer/Radikalisierung)	Canton de Soleure	Services cantonaux, personnes spécialisées, associations, population, etc
Centrale d'annonce, de conseil et de coordination dans le domaine « Extrémisme et armée »	<a href="#">Service spécialisé Extrémisme dans l'armée (S spec EX A)</a>	Militaires et civils
<a href="#">Information sur l'offre en matière de protection contre la discrimination et l'extrémisme de droite</a>	Gemeinsam gegen Gewalt und Rassismus ggqfon	Population, personnes spécialisées

Instrument/projet	Prestataire	Bénéficiaires
<a href="#">Service confidentiel d'information, de conseil et d'accompagnement sur les questions religieuses</a> (mandat des dispositifs genevois et vaudois de prévention de la radicalisation violente et partenaire du service de l'action sociale du canton du Valais)	Association Rhizome Pôle de compétences sur les questions religieuses et idéologiques	Particuliers et professionnels
Manuel « <a href="#">Radicalisation en Suisse</a> »	Services spécialisés des cantons de Bâle, Genève et des villes de Berne et Winterthour	Services spécialisés existants ou en constitution
<b>M 11 : Collaboration institutionnalisée entre l'État, les associations de migrants, de sports, de jeunes et de femmes, professionnels, œuvres d'entraide et organisations actives dans le domaine religieux</b>		
<a href="#">Zürcher Institut für interreligiösen Dialog (ZIID)</a>	Zürcher Institut für interreligiösen Dialog	
<a href="#">Fachstelle für interreligiösen Dialog und Bindeglied zwischen den Religionsgemeinschaften Zürichs</a> (Service spécialisé dans le dialogue interreligieux et lien entre les communautés religieuses de Zurich)	Association (représentants-e-des communautés religieuses et de l'état)	Dialogue interreligieux et échange entre institutions politiques et religieuses.
<a href="#">Aumônerie musulmane et accompagnement dans les institutions publiques du canton de Zurich</a>	Association QuaMS – Qualitätssicherung der Muslimischen Seelsorge in öffentlichen Institutionen	
<a href="#">Service de coordination pour les questions religieuses</a>	Canton de Soleure	Spécialistes, communautés religieuses, population
<b>M 12 : Dialogue interreligieux entre communautés religieuses reconnues et autres organisations religieuses</b>		
<a href="#">Interreligiöser Dialog Schaffhausen</a>	Service spécialisé pour l'intégration Integres, région Schaffhouse	Communautés religieuses, population
<a href="#">Runder Tisch der Religionen beider Basel</a>	Fachstelle Diversität und Integration, canton de Bâle-Ville	
Dialogue interreligieux	<a href="#">IRAS COTIS</a> – Communauté de travail interreligieux des communautés religieuses représentées en Suisse	
Dialogue interreligieux	<a href="#">Plateforme interreligieuse de Genève</a>	

Instrument/projet	Prestataire	Bénéficiaires
Dialogue interreligieux	<a href="#">Plateforme interreligieuse du canton de Vaud</a>	
<a href="#">Interreligiöse Dialog- &amp; Aktionswoche ida</a>	Abteilung Integration und Gleichstellung, Amt für Soziales, canton de Saint-Gall	Spécialistes, jeunes et jeunes adultes, enfants en âge de scolarité, population, communautés religieuses et leurs membres
<a href="#">Réunions d'échange sur la religion, la foi et la spiritualité dans le travail avec les jeunes</a>	Okaj Zürich (association faitière du canton de Zurich pour la promotion des jeunes et des enfants)	Représentant-e-s des différentes appartenances religieuses qui sont responsables du travail avec les jeunes ou de l'aumônerie de jeunesse au sein de leur institution, spécialistes, personnes intéressées
Dialogue interreligieux	<a href="#">Fachstelle Kirche in Dialog, Berne</a>	
<b>M 13 : Intensification du travail de mise en réseau de la police</b>		
<a href="#">Modèle « Brückenbauer » (Interkulturelles Netzwerk)</a>	Police cantonale, Zurich	
Modèle « Brückenbauer »	<a href="#">Police de la ville de Winterthour</a>	
	<a href="#">Police de la ville de Zurich</a>	
	<a href="#">Police cantonale, Berne</a>	
	<a href="#">Police cantonale, Lucerne</a>	
	<a href="#">Police cantonale, Soleure</a>	
<a href="#">Police de proximité</a>	Police cantonale, Fribourg	
<a href="#">Cours « Brückenbauer »</a>	Institut Suisse de Police (ISP)	Employé-e-s de police qui travaillent comme « Brückenbauer » ou intègrent cette activité dans leurs corps respectifs



Instrument/projet	Prestataire	Bénéficiaires
<b>M 14 : Mise en place et introduction du concept de la gestion des menaces</b>		
<a href="#">Cours « Gestions des menaces »</a>	Institut Suisse de Police (ISP)	Corps de police
RADAR-ITE (analyse basée sur des règles d'auteurs potentiellement destructeurs pour l'évaluation d'un risque aigu – terrorisme islamiste)	Office d'exécution des peines du canton de Zurich Bundeskriminalamt Deutschland (BKA)	Polices en Suisse, en Allemagne et en Autriche
Gestion cantonale des menaces	<a href="#">Police cantonale, Argovie</a>	
	<a href="#">Police cantonale, Bâle-Campagne</a>	
	<a href="#">Police cantonale, Bâle-Ville</a>	
	<a href="#">Police cantonale, Berne</a>	
	<a href="#">Police cantonale, Fribourg</a>	
	<a href="#">Police cantonale, Glaris</a>	
	Police cantonale, Grisons (en cours)	
	<a href="#">Police cantonale, Neuchâtel</a>	
	<a href="#">Police cantonale, Saint-Gall</a>	
	<a href="#">Police cantonale, Soleure</a>	
	<a href="#">Police cantonale, Thurgovie</a>	
	<a href="#">Police cantonale, Zurich</a>	
	<a href="#">Canton de Lucerne</a>	
<a href="#">Police de la Ville de Zurich</a>		
<a href="#">Police de la ville de Saint-Gall</a>		

Instrument/projet	Prestataire	Bénéficiaires
	Police de la ville de Winterthour	
Projet SIGMA (développement d'un logiciel de gestion des menaces, en cours)	Groupe Menaces et prévention de la Violence (MPV), Police cantonale neuchâteloise	Corps de police de Suisse

### M 15 : Réglementation de l'échange d'information entre autorités

#### a) Base légale pour l'échange d'information relatives aux personnes et à des profils de personnalité entre autorités fédérales et cantonales ainsi que communales

<a href="#">Loi sur les mesures policières de lutte contre le terrorisme</a> (MPT), en vigueur depuis le 1 <sup>er</sup> juin 2022	fedpol	fedpol, à la demande d'un canton, du SRC ou d'une commune
--	--------	---

#### b) Echange d'informations horizontal et vertical intra-cantonal (directive)

<a href="#">Directive juridique pour l'échange d'informations entre la police, les ministères publics et les cliniques psychiatriques, en particulier en relation avec l'internement et le traitement de personnes prêtes à commettre des violences</a>	Direction de la santé du canton de Zurich	Canton de Zurich
Échange d'information dans la gestion de menaces: <a href="#">règlement de la ville de Zurich</a>	Police de la ville de Zurich	Police de la ville de Zurich
Convention de collaboration entre la police et les services sociaux	Canton de Genève	Canton de Genève
<a href="#">Décret sur la prévention de la radicalisation et de l'extrémisme violent (juin 2018)</a>	Canton de Vaud	
<a href="#">Rechtsgrundlagen Bedrohungsmanagement, Polizeigesetz</a>	Canton de Bâle-Campagne	Police cantonale
Base juridique pour l'échange d'informations entre les autorités (dans le cadre de la révision de la loi sur la police)	Département de la sécurité, canton de Schwyz	
<a href="#">Concordat réglant la coopération en matière de police en Suisse romande</a>	Cantons romands et cantons adhérents	

Instrument/projet	Prestataire	Bénéficiaires
<b>Lutte contre les idéologies et les groupements extrémistes</b>		
<b>M 18 : Renforcement des mesures destinées à promouvoir la citoyenneté, renforcer la démocratie et prévenir les discriminations</b>		
<b>a) extrascolaire</b>		
Promotion des campagnes existantes pour soutenir la promotion de l'enfance et de la jeunesse (Kinder- & Jugendförderung wirkt) ou pour renforcer la citoyenneté	<a href="#">OKAJ Zürich</a> (association faitière du canton de Zurich pour la promotion des jeunes et des enfants), Association faitière suisse pour l'animation enfance et jeunesse en milieu ouvert (AFA)	Délégué-e-s cantonaux-ales à l'enfance et à la jeunesse
Activités et projets de promotion des compétences médiatiques (p. ex. sensibilisation aux Fake News)	OFAS ( <a href="#">Plateforme Jeunes et médias</a> ) : les cantons, les communes, les villes, des ONG, des privés	Enfants, jeunes, parents, enseignant-e-s, éducateur-trice-s, moniteur-trice-s, animateur-trice-s jeunesse, etc.
<a href="#">Programme Citoyenneté</a>	Commission fédérale des migrations CFM	
<a href="#">Services de consultation et d'assistance pour la protection des enfants dans les cantons</a>	Protection de l'enfance suisse	
Application «OTOP» (Communauté de soutien connectée, favorisant l'entraide et la valorisation)	Association Kairos	Jeunes et jeunes adultes
Projet « <a href="#">Be-You-tiful!</a> » (Worshops dans les écoles et dans le cadre du travail social avec les jeunes)	Fachstelle jumpps	Jeunes, enfants, écoles, personnel du travail social
Théâtre-forum pour la jeunesse	<a href="#">Verein für Prävention und Drogenfragen Zürich Oberland</a> (Association pour la prévention en matière de drogue dans l'Oberland Zurichois)	Jeunes
Film « <a href="#">Wie konnte es soweit kommen?</a> », présentation du court-métrage et discussion dans les mosquées du canton	Verein Aargauer Muslime (Association des musulmans du canton d'Argovie)	Jeunes

Instrument/projet	Prestataire	Bénéficiaires
<b>b) Scolaire</b>		
<a href="#">Méthode: la jeunesse débat</a> (journées de formation sur demande)	Association YES, Fondation Dialogue	
« Valeurs non négociables? Une question de perspective » ateliers éthiques dans les écoles de la Ville de Bienne	Service spécialisé de l'intégration de la ville de Bienne	Elèves, jeunes et jeunes adultes, parents, spécialistes
Projektwochen « <a href="#">Vielfalt als Chance</a> »	Canton d'Appenzell Rhodes-Extérieures (Amt für Soziales et Amt für Volksschulen) et Fondation Kinderdorf Pestalozzi	Ecoles dans le canton d'Appenzell Rhodes-Extérieures
Projet « <a href="#">stopantisemitismus.ch</a> »	GRA Fondation contre le racisme et l'antisémitisme	Société civile, élèves et corps enseignant
Projet « <a href="#">Extremismus im Zoom</a> »	Service spécialisé pour la prévention de la violence de la ville de Winterthur	Jeunes et jeunes adultes, corps enseignant, population
Projet « Bien vivre ensemble » – en cours de mise en œuvre	Fondation Graines de Paix	Ecoles vaudoises et de Suisse romande
« <a href="#">Dialogues en route</a> » Offres de visites et parcours thématiques dans toute la Suisse et matériel pédagogique	IRAS COTIS	Elèves, jeunes et jeunes adultes, communautés religieuses, population
<b>c) Société dans son ensemble</b>		
<a href="#">Réseau de centres de conseil pour les victimes du racisme</a>	Commission fédérale contre le racisme CFR et l'association human-rights.ch, offices concernés	
<a href="#">Services chargés de l'intégration dans les cantons et les villes</a>	Cantons et villes	
<a href="#">Service pour la protection de la discrimination et les conflits interculturels</a>	Service spécialisé pour l'intégration Integres, Région de Schaffhouse	Personnes spécialisées, parties aux conflits, victimes, etc

Instrument/projet	Prestataire	Bénéficiaires
<p>Dans le cadre du Plan d'intégration cantonal (2018–2021 et 2022–2023)</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>– <a href="#">Aktionstage gegen Rassismus</a></li> <li>– <a href="#">Integrationsförderkredit</a></li> <li>– <a href="#">Beratungsstelle gegen Rassismus und Diskriminierung</a></li> </ul>	<p>Abteilung Integration und Gleichstellung, Amt für Soziales, canton de Saint-Gall</p>	<p>Population</p> <p>Initiateurs-trices de projets</p> <p>Personnes concernées, témoins, victimes, institutions spécialisées, etc.</p>
<p>Projets de prévention contre la radicalisation et l'extrémisme de droite</p>	<p><a href="#">National Coalition Building Institute</a> NCBI Schweiz</p>	<p>Jeunes en milieu scolaire ou extrascolaire, population dans son ensemble</p>
<p><a href="#">Aktionstage für Respekt und Vielfalt</a></p>	<p>Ville de Winterthour</p>	<p>Spécialistes, population de la ville de Winterthour</p>
<p><a href="#">Konzept</a> für ein koordiniertes Vorgehen in der Kinder-, Jugend- und Familienpolitik 2018–2022</p>	<p>Departement für Erziehung und Kultur, Fachstelle für Kinder-, Jugend- und Familienfragen (KJF), canton de Thurgovie</p>	
<p><b>M 19 : Interventions ciblées auprès des enfants et des jeunes dont la sécurité ou le développement est ou peut être considéré comme compromis</b></p>		
<p><a href="#">Programme pilote de préapprentissage d'intégration</a></p>	<p>SEM</p>	<p>Réfugiés reconnus et personnes admises à titre provisoire</p>
<p><a href="#">Alter Connexion</a>, programme de mentorat auprès des jeunes et migrant-e-s</p>	<p>Ville de Neuchâtel, direction de la culture et de l'intégration</p>	<p>Adolescent-e-s et jeunes adultes, migrant-e-s</p>
<p>Offre de pont SEMO</p>	<p>Divers cantons</p>	<p>Divers cantons</p>
<p><a href="#">Informations, ligne directe, etc pour enfants, jeunes et professionnelle-s</a></p>	<p>Alliance pour les droits des enfants de migrants</p>	<p>Migrant-e-s</p>
<p><a href="#">Insertion et intégration professionnelle des migrants</a></p>	<p>Association jurassienne d'accueil des migrants</p>	<p>Migrant-e-s</p>
<p><a href="#">Accueil et conseil</a></p>	<p>Centre d'animation et de formation pour femmes migrantes, canton du Jura</p>	<p>Femmes migrantes</p>
<p><a href="#">Jugend- und Familienberatungen der Zentralschweiz</a></p>	<p>Cantons de Lucerne, Zoug, Nidwald, Obwald, Uri</p>	<p>Jeunes adultes, parents, familles</p>

<b>Instrument/projet</b>	<b>Prestataire</b>	<b>Bénéficiaires</b>
<a href="#">147</a>	Tous les cantons	Jeunes adultes
<a href="#">Kriseninterventionsgruppe</a>	Schulpsychologischer Dienst, canton de Saint-Gall	Population, personnes spécialisées
<a href="#">Kinder- und Jugendnotruf</a>	Kinderschutzzentrum Saint-Gall	Enfant-e-s et jeunes en situation aigüe
<a href="#">Paar-, Familien-, Jugendberatung</a>	Perspective Thurgau	
<a href="#">Case Management Berufsbildung (CMBB)</a>	Amt für Berufsbildung und Berufsberatung, canton Thurgovie	Adolescent-e-s et jeunes adultes de 14 à 24 ans
<a href="#">Zentrale Beistandschaft für UMA</a>	Peregrina-Stiftung, Thurgovie	Mineur-e-s non accompagné-e-s
<a href="#">Schulischen Kriseninterventionsteam (SKIT)</a>	Amt für Volksschule, canton Thurgovie	
Projet «Brückenbauer_innen für Frieden und gegen Extremismus»	<a href="#">National Coalition Building Institute</a> NCBI Schweiz	Personnes réfugiées âgées de 14 à 35 ans
Projet «Prävention psychisch bedingter Radikalisierung und Extremismus» (prise en charge psychologique et prévention socio-intégrative de la radicalisation et l'extrémisme violent) – en cours de mise en oeuvre	<a href="#">National Coalition Building Institute</a> NCBI Schweiz	Personnes réfugiées affectées sur le plan psychique
Site internet <a href="http://www.contre-la-radicalisation.ch">www.contre-la-radicalisation.ch</a> (informations et des outils pour les professionnels travaillant avec des adolescents et des jeunes adultes)	CDAS, CSIAS et Union des villes suisses	Responsables cantonaux de l'action sociale, responsables cantonaux de la politique de l'enfance et de la jeunesse, assistant-e-s sociaux des services sociaux, professionnel-le-s travaillant avec des jeunes et des jeunes adultes
<b>M 20 : Empêchement de la radicalisation, en particulier via Internet par des contre-discours ou des discours alternatifs</b>		
<a href="#">Winfluence</a>	Office fédéral des assurances sociales (OFAS) et Jugendinfo Winterthour	Jeunes et jeunes adultes (musulman-e-s et non musulman-e-s)
<a href="#">PositivIslam</a>	OFAS et CSIS	Jeunes et jeunes adultes (musulman-e-s et non musulman-e-s)

Instrument/projet	Prestataire	Bénéficiaires
<a href="#">SwissMuslimStories</a>	OFAS et Association Ummah (Muslimische Jugend Schweiz)	Jeunes et jeunes adultes (musulman-e-s et non musulman-e-s)
<a href="#">KnowIslam</a>	OFAS et Dialoginstitut, Institut für interkulturelle Zusammenarbeit und Dialog	Jeunes et jeunes adultes (musulman-e-s et non musulman-e-s)
Brochure « <a href="#">Discours de prévention de la radicalisation sur internet – Exemples de projet, recommandations et application pratique</a> » (Janvier 2020)	OFAS : Jeunes et médias, Programme national de promotion des compétences médiatiques	Cantons, communes et organisations de la société civile souhaitant mettre en œuvre ou soutenir des projets de prévention de la radicalisation en ligne

## Désengagement et réintégration

### M 21 : Mesures favorisant le désengagement et la réintégration

#### a) Catalogue référentiel des mesures pour le désengagement/réintégration dans une approche interdisciplinaire

<a href="#">Manuel du RAN/RSR « Interventions destinées aux personnes qui rentrent dans leur pays d'origine : les combattants terroristes étrangers et leur famille »</a>	<i>Radicalisation Awareness Network</i> (Réseau de sensibilisation à la radicalisation)	
<a href="#">Catalogue référentiel des mesures pour le désengagement et la réintégration</a> (novembre 2020)	Pool d'experts en désengagement et réintégration (M24)	Spécialistes en charge du désengagement et de la réintégration des personnes radicalisées
Analyse « <a href="#">Le désengagement dans le domaine de l'exécution des sanctions pénales</a> »	CSCSP	Décideurs au sein des autorités judiciaires, des services pénitentiaires et de probation et des offices d'exécution des peines

#### b) Mesures de désengagement pour enfants et adolescents

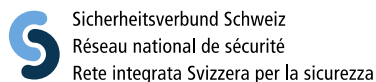
<a href="#">Programmes d'intervention Radicalisation</a> (RADIP)	Zentrum Kinder- und Jugendforensik, Klinik für Forensische Psychiatrie, PUK Zürich	Jeunes âgés de 12 à 18 ans, chez lesquels des tendances à la radicalisation ont été constatées
--	--	--

Instrument/projet	Prestataire	Bénéficiaires
<b>M 22 : Autorité compétente pour la prise en charge des personnes radicalisées hors procédure pénale et exécution des peines</b>		
–	–	–
<b>M 23 : Soutien aux professionnels pour l'accompagnement des familles et des proches des personnes radicalisées</b>		
Programme de mentoring (projet en cours)	Service spécialisé de prévention de la radicalisation et de la violence de la ville de Berne	Jeunes et jeunes adultes
Guide pour les professionnels de l'accompagnement des familles et proches de personnes radicalisées	Bureau d'intervention contre la radicalisation/l'extrémisme, police cantonale, Zurich  (Interventionsstelle gegen Radikalisierung/Extremismus, Kantonspolizei Zürich)	Spécialiste, jeunes et jeunes adultes, enfants en âge de scolarité
<b>M 24 : Constitution d'un pool d'experts en désengagement et réintégration sur le plan national</b>		
Pool d'experts en désengagement et réintégration	RNS	Autorités cantonales et communales en charge du désengagement et de la réintégration de personnes radicalisées
<b>Collaboration internationale</b>		
<b>M 25 : Échange international d'informations et d'expériences</b>		
Engagement de la Suisse au niveau multilatéral et promotion de sa politique de respect des droits de l'homme et de l'état de droit dans la lutte contre le terrorisme et la prévention de l'extrémisme violent	Organisation des Nations Unies  Exemple : UNDP – DPA Joint Programme Conflict Prevention (2019–2021), Conseil de sécurité 2023–2024	Confédération : la Suisse en est membre.
	<a href="#">Global Counterterrorism Forum</a> (GCTF)  – Boîte à outils politiques « <a href="#">Recommandations de Zurich-Londres du GCTF sur la prévention et la lutte contre l'extrémisme violent et le terrorisme en ligne</a> » (2019)	Confédération : la Suisse en est membre.



Instrument/projet	Prestataire	Bénéficiaires
	<a href="#">Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe</a> (OSCE)	Confédération : la Suisse en est membre.
Échange direct d'expériences et d'informations entre autorités locales de différents pays et villes	<a href="#">Strong Cities Network</a> (SCN)	Membres : Ville de Berne et Bienne
	<a href="#">European Foundation for Democracy</a> (Fondation européenne pour la démocratie)	Ville de Zurich
	<a href="#">Radicalisation Awareness Network</a> (RAN)	La Suisse ne fait pas formellement partie du RAN. Des expert-e-s suisses peuvent cependant, sur base volontaire, participer aux activités des divers groupes de travail.
<b>M 26 : Engagement de la politique extérieure pour empêcher l'extrémisme violent</b>		
	<a href="#">Plan d'action de politique étrangère de la Suisse pour la prévention de l'extrémisme violent (2016)</a>	DFAE
	Depuis 2015, la Suisse apporte un soutien au <i>Global Community Engagement and Resilience Fund</i> (GCERF) basé à Genève qui finance des projets de soutien aux communautés, en particulier les jeunes et les femmes, au Bangladesh, Mali et Nigéria. En novembre 2018, la Suisse a décidé de renouveler le soutien financier apporté au GCERF pour une nouvelle période de quatre ans.	DFAE
	L'approche genre et le renforcement de la participation de la femme dans la PEV est poursuivie au travers des actions sur le terrain, conformément à la stratégie égalité des genres et droits des femmes du DFAE visant à intégrer ceux-ci de manière transversale et systématique dans les activités de coopération internationale.	DFAE
	Exemples : – soutien de la Suisse apporté au Forum annuel du réseau <i>Women's Alliance for Security Leadership (WASL)</i> – conférence « <i>Women, Peace and Security: Reclaim Prevention</i> », organisée à Berne en septembre 2019	

## 7.2 Enquête sur la mise en œuvre du Plan d'action national de lutte contre la radicalisation et l'extrémisme violent – formulaire



### Enquête sur la mise en œuvre du premier Plan d'action national de lutte contre la radicalisation et l'extrémisme violent (PAN) 2017-2022<sup>1</sup>

#### Informations sur votre projet mis en œuvre en 2021/2022

Veuillez remplir un formulaire par projet

#### Informations générales

Nom du projet	
Description (max. 600 caractères)	
Est-ce que le projet contribue-t-il à la mise en œuvre du PAN?	<input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non
Si oui, quelle mesure du PAN le projet concerne-t-il?	
Avez-vous bénéficié d'une aide financière dans le cadre du Programme d'impulsion <sup>2</sup> ?	
<input type="checkbox"/> Oui, d'un montant de CHF ...	<input type="checkbox"/> non
Période de mise en œuvre :	
Site internet du projet (si disponible, sinon de l'organisation) :	
Document/produit final (si disponible) :	

#### Groupe(s) cible/Bénéficiaires

Quels sont/ont été les bénéficiaires ou groupe(s) cible du projet ?
<input type="checkbox"/> professionnels <input type="checkbox"/> jeunes/adolescent(s)/jeunes adultes <input type="checkbox"/> enfants en âge de scolarité
<input type="checkbox"/> parents <input type="checkbox"/> proches <input type="checkbox"/> grand public
<input type="checkbox"/> autres : .....
Quel est le nombre total de bénéficiaires ? ...
Dont ... femmes et ... hommes

<sup>1</sup> [https://www.svs.admin.ch/content/svs-internet/fr/themen-/praevention-radikalisierung/praevention-nap/\\_jcr\\_content/contentPar/downloadlist/downloadItems/113\\_1553852872953\\_download/Nationaler\\_Aktionsplan\\_f\\_.pdf](https://www.svs.admin.ch/content/svs-internet/fr/themen-/praevention-radikalisierung/praevention-nap/_jcr_content/contentPar/downloadlist/downloadItems/113_1553852872953_download/Nationaler_Aktionsplan_f_.pdf)

<sup>2</sup> Grâce au Programme d'impulsion limité à cinq ans (mesure n°17 du PAN), la Confédération a la possibilité de soutenir financièrement de nouveaux projets découlant de la mise en œuvre des mesures du PAN, comme ceux existants déjà, initialisés par les échelons cantonaux et communaux ainsi que par la société civile.

### Politische Verantwortung

Bei interdisziplinären Massnahmen können auch mehrere Behörden/Stellen etc. genannt werden.

Name der Organisation oder politischer Behörde			
Strasse		Postfach	
PLZ		Ort	
Kanton		Telefon	
E-Mail		Webseite	

Name der Organisation oder politischer Behörde			
Strasse		Postfach	
PLZ		Ort	
Kanton		Telefon	
E-Mail		Internet	

### Operative Verantwortung

Name der Organisation, Behörde, Organ, usw.)			
Vorname		Name	
Funktion		E-Mail	
Strasse		PLZ/Ort	
Kanton		Telefon	

### Ressourcen

Gesamtkosten des Projekts	CHF
Personalressourcen (EFT)	
Führen Sie bitte die Finanzierung des Projekts näher aus:	
Name der Organisation/Institution:	CHF
Name der Organisation/Institution:	CHF

Name der Organisation/Institution:	CHF
------------------------------------	-----

**Datenschutz**

Sind Sie damit einverstanden, dass die Angaben zum Projekt (ohne Finanzierung) auf der Website des Sicherheitsverbundes Schweiz und eventuell auf der Website "gegen-radikalisierung.ch" veröffentlicht werden?

Ja     Nein

Name, Vorname:

Ort:

Datum:

Wir bitten Sie uns das ausgefüllte Formular elektronisch an [info@svs.admin.ch](mailto:info@svs.admin.ch) zu senden.

## **Impressum**

Herausgeber Réseau national de sécurité RNS  
Premedia Centre des médias numériques de l'armée MNA (8o.117.o4 f)  
Copyright Réseau national de sécurité RNS

